

SELON UNE ÉTUDE DU WORLD ECONOMIC FORUM

LA BELGIQUE GAGNE EN COMPÉTITIVITÉ

La Belgique grimpe dans le classement des pays les plus compétitifs dressé par l'organisateur de Davos, passant de la 19^e à la 15^e place. Mais que vaut ce genre de classement ?

En un an, la Belgique a dépassé la France, la Norvège et l'Australie. C'est le World Economic Forum (WEF), basé à Genève, qui l'affirme, dans un épais rapport mesurant la compétitivité des pays du monde ⁽¹⁾. Voilà qui tranche avec les avertissements répétés sur la compétitivité du pays menacée par l'évolution des salaires et l'inflation...

Mais que vaut ce type de classement ? «Disons qu'en matière

Entre la 15^e et la 25^e place
Classement de la Belgique dans plusieurs études annuelles de compétitivité (chiffres publiés en 2011).

	World Economic Forum	IMD	Banque Mondiale
Belgique	15^e (19 ^e en 2010)	23^e (25 ^e en 2010)	25^e (22 ^e en 2010)
Numéro un	Suisse (2011 et 2010)	Hong Kong (Singapour en 2010)	Singapour (2011 et 2010)

SOURCES: WORLD ECONOMIC FORUM, IMD, BANQUE MONDIALE.

de recherche économique, la comparaison de la compétitivité des entreprises est un domaine bien couvert», précise Peter Vanden Houte, *chief economist* chez ING. «Celle des pays est un sujet de recherche plus récent, et aussi plus délicat», relativise-t-il. La notion même de compétitivité d'un pays est plus contestable car «il faudrait plutôt considérer les choses au niveau de chaque secteur».

Numéro un pour l'enseignement du management

Le WEF affronte la question en soumettant chaque pays à une batterie de critères, qui donnent une mesure globale de la compétitivité. «Il y en a 110 au total, dont deux tiers de chiffres, de *hard data*», explique Wim Moesen, professeur à la KULeuven, qui participe à l'étude. «Et un

110
CRITÈRES
sont pris en compte par le World Economic Forum pour mesurer chaque pays.

tiers sous la forme d'un sondage auprès d'un échantillon d'entreprises représentatif du poids économique du secteur dans lequel elles sont actives.» Ces critères sont réunis en 12 piliers (développement des mar-

chés financiers, efficacité du marché du travail, institutions, infrastructures...). La Belgique a particulièrement avancé en matière d'enseignement, de santé et de marché financier, et cela compense le recul sensible noté pour le niveau salarial et la flexibilité de la main-d'œuvre. Le pays occupe par exemple la première place pour l'enseignement du management, «car l'étude prend en compte à la fois la qualité et aussi le coût, qui est modéré en Belgique», indique Wim Moesen.

La Belgique profiterait aussi d'un climat macro-économique favorable, avec une croissance plus élevée que celle de beaucoup d'autres pays de l'Union européenne (2,5% pour le deuxième trimestre 2011, par rapport à Q2 2010, contre 1,7% de moyenne pour l'UE). Elle tirerait parti aussi de... l'absence de gouvernement! «L'action d'un gouvernement en affaires courantes ne peut guère perturber les entreprises, car il ne va pas prendre de décisions perturbantes pour elles, note Peter Vanden Houte. C'est un peu un paradoxe mais cela crée, au moins temporairement, un climat assez calme pour les sociétés, ce qui peut susciter des réponses assez positives.»

L'étude du WEF est du reste corroborée par une recherche concurrente, publiée par une école de management suisse, IMD ⁽²⁾, qui attribue aussi un petit bond dans un classement similaire (voir tableau ci-contre). La Belgique a cependant un peu reculé dans une autre étude (menée, celle-là, par la Banque Mondiale), sur un aspect de la compétitivité: l'impact des réglementations sur les affaires.

© ROBERT VAN APeldoorn

(1) *The Global Competitiveness Report 2011-2012, World Economic Forum.*

(2) *IMD World Competitiveness 2011.*



PHOTO NEWS

PETER VANDEN HOUTE,
«CHIEF ECONOMIST» D'ING
«La compétitivité des pays est un sujet de recherche plus délicat que la compétitivité des entreprises.»